N°. 118. 1856.

# NEDERLANDSCHE STAATS-COURANT.

JE MAINTIENDRAI

De prijs dezer Courant met het Bijblad is f 30 in het jaar; die van de Courant alleen f 20 en die van het Bijblad alleen f 15.

De prijs der advertentiën is 15 cents voor den regel bij iedere plaatsing, buiten de zegelgelden en briefporten.

DINGSDAG 20 MEI.

## NEDERLANDEN.

(Staatsblad n°. 21.) *WET van den 7den Mei 1856, houdende goedkeuring der daarin vermelde artikelen van het, den 29sten December 1855 gesloten handels- en scheepvaart-verdrag tusschen* Nederland *en* Oostenrijk.

WIJ WILLEM III, BIJ DE GRATIE GODS, KONING DER NEDERLANDEN, PRINS VAN ORANJE-NASSAU, GROOT-HERTOG VAN LUXEMBURG, ENZ., ENZ., ENZ.

Allen, die deze zullen zien, of hooren lezen, salut! doen te weten:

Alzoo Wij in overweging genomen hebben, dat verschillende artikelen van het handels- en scheepvaartverdrag, den 29sten December 1855 te 's Gravenhage tusschen Nederland en Oostenrijk gesloten, wettelijke regten betreffen;

Gelet op het laatste lid van art. 57 der Grondwet;

Zoo is het, dat Wij, den Raad van State gehoord en met gemeen overleg der Staten-Generaal, hebben goedgevonden en verstaan, gelijk Wij goedvinden en verstaan bij deze:

*Eenig artikel.*

Worden goedgekeurd de artikelen 2, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 en 22 van het handels- en scheepvaartverdrag, den 29sten December 1855 te 's Gravenhage tusschen Nederland en Oostenrijk gesloten, welke artikelen aldus luiden:

Art. 2. En conséquence, les navires du royaume des Pays-Bas qui arrivent sur lest ou chargés dans les ports Autrichiens, de même les navires des États de l'Empire d'Autriche qui arrivent sur lest ou chargés dans les ports Néerlandais, quelle que soit leur provenance ou leur destination, seront traités, tant à leur entrée qu'à leur sortie et pendant leur séjour, sur le même pied que les navires nationaux, et ne seront assujettis à des droits de tonnage, de balisage, de pavillon, de port, d'ancrage, de pilotage, de remorque, de phare, d'écluse, de canaux, de quarantaine, de sauvetage, d'entrepôt, ou à d'autres droits ou charges de quelque nature ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du Gouvernement, des fonctionnaires publics, de communes, ou d'établissements quelconques, autres ou plus considérables que ceux qui sont actuellement ou pourront par la suite être imposés aux navires nationaux à leur entrée et pendant leur séjour dans ces ports, ou à leur sortie, soit pour la navigation directe ou indirecte.

Art. 3. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement ou déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques, auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leur équipage et leur chargement, il est convenu qu'il ne sera accordé aux navires nationaux aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également à ceux de l'autre partie; la volonté des deux Hautes Parties contractantes étant, que sous ce rapport aussi leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 5. Tous les produits et autres objets de commerce, dont l'importation ou l'exportation pourra légalement avoir lieu dans les États des Hautes Parties contractantes par navires nationaux, pourront également y être importés ou en être exportés par navires appartenant à l'autre partie.

Les marchandises importées dans les ports du Royaume des Pays-Bas ou de l'Empire d'Autriche par des navires appartenant à l'une ou à l'autre partie, pourront y être destinées à la consommation, au transit ou à la réexportation, ou enfin être mises en entrepôt, au gré du propriétaire ou de ses ayant-cause, le tout aux mêmes conditions et sans être assujetties à des droits de magasinage, de surveillance, ou autres de cette nature plus forts que ceux auxquels sont soumises les marchandises apportées par navires nationaux ou entreposées par les sujets du pays même.

Art. 6. Il ne sera donné directement ou indirectement, par l'un des deux Gouvernements, ni par aucun agent, compagnie ou corporation, agissant en son nom ou sous son autorité, aucune préférence pour l'achat ou la vente des produits bruts ou manufacturés, provenant des possessions de l'une des deux Hautes Parties contractantes, et importés dans le territoire de l'autre, à cause ou en considération de la nationalité du navire; l'intention des Hautes Parties contractantes étant, qu'aucune différence ou distinction quelconque n'ait lieu à cet égard.

Art. 7. Les navires Néerlandais, entrant dans un des ports Autrichiens, et les navires Autrichiens, entrant dans un des ports Néerlandais, et qui ne voudraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant aux lois et règlements des États respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter sans être astreints à payer pour cette partie de la cargaison aucun droit de douane, sauf les frais de surveillance.

Art. 8. Les navires de l'une des Hautes Parties contractantes, entrant en relâche forcée dans l'un des ports de l'autre, n'y paieront, soit pour le navire soit pour son chargement que les droits auxquels les nationaux sont assujettis dans le même cas, pourvu que la nécessité de la relâche soit légalement constatée, que ces navires ne fassent aucune opération de commerce, et qu'ils ne séjournent pas dans le port plus longtemps que ne l'exige le motif qui a nécessité la relâche.

Les déchargements et rechargements, motivés par le besoin de réparer les bâtiments, ne seront point considérés comme opérations de commerce.

Art. 9. En cas d'échouement ou de naufrage d'un navire de l'une des Hautes Parties contractantes dans les États de l'autre, il sera prêté toute aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour les personnes que pour le navire et sa cargaison.

Les opérations relatives au sauvetage auront lieu conformément aux lois du pays, et il ne sera payé de frais de sauvetage plus forts que ceux auxquels les nationaux seraient tenus en pareil cas.

Les marchandises sauvées ne seront soumises à aucun droit, à moins qu'elles ne soient livrées à la consommation.

Pour ce qui regarde l'application de cet article au commerce et à la navigation dans les colonies Néerlandaises, il est entendu, que selon la législation en vigueur aux colonies, les marchandises sauvées sont soumises au droit d'entrepôt général en cas de réexportation.

Art. 10. Les navires, marchandises et effets, appartenant aux sujets Néerlandais ou Autrichiens, qui auraient été pris par des pirates dans les limites de la juridiction de l'une des deux Hautes Parties contractantes, ou en haute mer, et qui seraient conduits ou trouvés dans les ports, rivières, rades ou baies de la domination de l'autre partie contractante, seront remis à leurs propriétaires, en payant, s'il y a lieu, les frais de reprise, qui seront déterminés par les tribunaux compétents, lorsque le droit de propriété aura été prouvé devant ces tribunaux, et sur la réclamation qui devra en être faite dans le délai d'un an par des intéressés, par leurs fondés-de-pouvoir, ou par les agents des Gouvernements respectifs.

Art. 11. En ce qui concerne la navigation sur les fleuves, rivières, canaux ou autres voies d'eau navigables, soit naturelles, soit artificielles, appartenant à une des Hautes Parties contractantes, ou touchant aux limites de leur pays, il a été convenu et stipulé que les sujets et les navires des deux États respectifs, ainsi que leur cargaison, participeront, sous tous les rapports, aux libertés, franchises, privilèges, exemptions ou réductions de droits quelconques, de quelque nature qu'ils soient, et qui auront été accordés, soit par la loi sur la navigation, par des traités spéciaux ou autres, soit par des règlements et ordonnances, aux sujets et aux navires de la nation étrangère la plus favorisée, se trouvant en pareille circonstance.

Art. 13. Les marchandises de toute espèce, sans distinction d'origine, importées de quelque pays que ce soit, par navire du Royaume des Pays-Bas, dans les ports Autrichiens, ou par navire de l'empire d'Autriche dans les ports Néerlandais, de même les marchandises de toute espèce, sans distinction d'origine, exportées pour quelque destination que ce soit, des ports Néerlandais par navires Autrichiens, ou des ports Autrichiens par navires Néerlandais, ne paieront dans les ports respectifs d'autres ni de plus forts droits d'entrée, de sortie ou de transit, imposés actuellement, ou à imposer à l'avenir, que si l'importation ou l'exportation avait lieu par navires nationaux.

Art. 14. Les exemptions, primes, restitutions de droits ou autres faveurs ou avantages de ce genre, qui sont, ou qui pourraient à l'avenir être accordés dans les États de l'une des Hautes Parties contractantes aux navires nationaux ou à leur cargaison, soit pour l'entrée, soit pour la sortie ou pour le transit, seront également accordés tant aux navires de l'autre partie qu'à leurs cargaisons, sans égard aux pays d'où ces navires ou leurs cargaisons viennent, ou pour lesquels ces navires ou leurs cargaisons sont destinés.

Ces dispositions ne dérogent pas à l'exemption du droit de tonnage et à autres faveurs spéciales de la même nature dont jouissent dans chaque État les navires employés à la pêche nationale.

Art. 15. Les produits du sol et de l'industrie de l'un des deux Etats ou de leurs colonies ou possessions, ne paieront dans l'autre État ni dans ses colonies ou possessions, d'autres ni de plus forts droits d'entrée, de sortie et de transit, que les produits similaires de toute autre nation la plus favorisée, et si une des Hautes Parties contractantes accordait par la suite à quelqu'autre État des faveurs spéciales dans cette matière, les mêmes faveurs seront acquises à l'autre partie, gratuitement si la concession est gratuite, ou en donnant un équivalent si la concession est conditionnelle.

Il est fait exception à cette règle seulement en ce qui concerne les faveurs spéciales, accordées ou à accorder par la suite aux nations Asiatiques pour l'importation des produits de leur sol et de leur industrie ou pour leurs exportations.

Également tous les produits transatlantiques quelconques, exportés des ports de l'un des deux États, et importés dans les ports de l'autre État, n'y paieront, lors de leur importation, d'autres ni de plus forts droits, que si ces produits étaient importés directement des lieux de provenance.

Les dispositions du présent article ne dérogent pas à la faculté que l'Autriche se réserve expressément, de traiter les produits du sol et de l'industrie des États de l'Union Douanière Allemande plus favorablement que les produits similaires de toute autre provenance.

Art. 16. Les sujets des deux Hautes Parties contractantes ne paieront point à raison de leur commerce ou de leur industrie dans les ports, villes ou lieux quelconques des Hautes Parties contractantes, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident ou séjournent temporairement, des droits, taxes ou impôts autres ou plus élevés que ceux qui se percevront sur les nationaux, et les privilèges, immunités et autres faveurs, dont jouiront en matière de commerce ou d'industrie les sujets de l'une des deux Hautes Parties contractantes, seront communs à ceux de l'autre, avec l'obligation de se soumettre aux mêmes lois et règlements.

Art. 17. Les sujets Autrichiens jouiront dans les colonies Néerlandaises de toutes les faveurs, qui sont, ou qui seront accordées aux sujets de tout autre État Européen le plus favorisé.

Art. 18. Les navires Autrichiens, ainsi que leurs cargaisons, seront traités dans les possessions d'outre-mer ou colonies Néerlandaises sur le même pied que les navires nationaux et leurs cargaisons, sans égard aux pays d'où les navires ou leurs cargaisons viennent, ou pour lesquels les navires ou leurs cargaisons sont destinés:

1°. par rapport aux droits pesant sur la coque des navires, à leur entrée, pendant leur séjour ou à leur sortie, nommément tous ceux qui sont désignés à l'art. 2 du présent traité;

2°. par rapport à la faculté d'importer et d'exporter des produits et objets de commerce conformément à l'art. 5 du présent traité;

3°. par rapport aux droits quelconques, imposés actuellement, ou à imposer à l'avenir aux produits et objets de commerce importés ou exportés conformément à l'art. 13 du présent traité. De même les stipulations, contenues dans les artt. 3, 6, 7, 8, 9 et 14 s'appliqueront au commerce et à la navigation avec les possessions d'outre-mer et colonies Néerlandaises et vice versa.

Art. 19. Chacune des Hautes Parties contractantes accorde à l'autre la faculté d'entretenir dans les ports et places maritimes de commerce, où d'autres gouvernements étrangers jouissent déjà de la même prérogative, des consuls-généraux, consuls, vice-consuls ou agents commerciaux, qui jouiront de toute la protection et recevront toute l'assistance nécessaire pour remplir dûment leurs fonctions. Les consuls, de quelque classe qu'ils soient, dûment nommés par leur gouvernement respectif, et après avoir obtenu l'exéquatur de celui dans le territoire duquel ils doivent résider, jouiront dans l'un et l'autre pays, tant dans leurs personnes que pour l'exercice de leurs fonctions, des privilèges dont jouissent les consuls des nations les plus favorisées.

L'exéquatur sera délivré sans prélever une taxe ou autres droits.

Art. 20. Les consuls respectifs pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bords soit dans leur pays, les matelots qui auraient déserté des bâtiments de leur nation dans un des ports de l'autre. A cet effet ils s'adresseront, par écrit, aux autorités locales compétentes, et justifieront par l'exhibition en original, ou en copie dûment certifiée, des régistres du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les individus qu'ils réclament faisaient partie du dit équipage; sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée. Il leur sera donné toute aide pour la recherche et l'arrestation des déserteurs qui seront même détenus et gardés dans les maisons d'arrêt du pays, à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les faire partir.

Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de deux mois à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu que les marins, sujets de l'autre partie, seront exceptés de la présente disposition, à moins qu'ils ne soient naturalisés citoyens de l'autre pays.

Si le déserteur avait commis quelque délit ou crime, son extradition sera différée jusqu'à ce que le tribunal qui a droit d'en connaître, ait rendu son jugement et que celui-ci ait eu son effet.

Art. 22. Le présent traité sera en vigueur pendant cinq années, à compter du jour de l'échange des ratifications, et si un an avant l'expiration de ce terme, ni l'une ni l'autre des deux Hautes Parties contractantes n'annonce par une déclaration officielle son intention d'en faire cesser les effets, le dit traité restera encore obligatoire pendant une année pour les deux parties, et ainsi de suite jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront la déclaration officielle en question, à quelque époque qu'elle ait lieu.

Lasten en bevelen, dat deze in het *Staatsblad* zal worden geplaatst, en dat alle ministeriële departementen, autoriteiten, collegien en ambtenaren, wien zulks aangaat, aan de naauwkeurige uitvoering de hand zullen houden

Gegeven op het Loo, den 7den Mei 1856.

WILLEM.

*De Minister van Buitenlandsche Zaken,*
VAN HALL.

*De Minister van Finantien,*
VROLIK.

*De Minister van Kolonien,*
P. MIJER.

Uitgegeven den *vijftienden* Mei 1856.
*De Directeur van het Kabinet des Konings,*
DE KOCK.

---

Bij besluit van den 16den dezer, n°. 66, heeft Z. M. goedgevonden aan *M. Nauta Peters* eervol ontslag te verleenen als officier van gezondheid der 2de klasse bij de dienstdoende schutterij te Harlingen.

Bij besluit van dezelfde dagteekening, n°. 68, heeft Z. M. goedgevonden tot burgemeester der gemeente Eelde te benoemen *W. van Riesen.*

Bij besluit van 17 Mei jl., n°. 59, heeft Zijne Majesteit goedgevonden, met ingang van den 1sten Julij 1856 te benoemen:

tot hoofdingenieur van den waterstaat van de 1ste klasse den hoofdingenieur van de 2de klasse *W. Badon Ghyben;*

tot ingenieur van den waterstaat van de 1ste klasse den ingenieur van de 2de klasse *P. J. de Quartel;*

tot ingenieur van den waterstaat van de 2de klasse den adspirant-ingenieur *L. A. Reuvens;*

tot adspirant-ingenieur den surnumerair bij den waterstaat *P. Loke.*

---

Bij Zijner Majesteits besluit van den 16den Mei 1856, n°. 71, is benoemd tot kantonregter te Haarlem mr. *J. F. T. van Valkenburg*, thans regter in de arrondissements-regtbank te Hoorn.

Bij Zijner Majesteits besluit van den 16den Mei 1856, n°. 72, is aan mr. *F. L. Gallé*, op zijn daartoe gedaan verzoek, met den 1sten Julij aanstaande eervol ontslag verleend uit zijne betrekking van officier van justitie bij de arrondissements-regtbank te Amersfoort.

Bij Zijner Majesteits besluit van den 16den Mei 1856, n°. 73, zijn, met ingang van den 1sten Julij aanstaande, bij de arrondissements-regtbank te Amersfoort benoemd:

tot officier van justitie mr. *G. Tak*, thans substituut-officier bij dezelve regtbank, en

tot substituut-officier van justitie mr. *S. J. A. van Walchren*, thans griffier bij het kantongeregt aldaar.

Bij Zijner Majesteits besluit van den 11den Mei 1856, n°. 71, is aan *R. F. Deurvorst*, op zijn daartoe gedaan verzoek, eervol ontslag verleend uit zijne betrekking van notaris te Nijmegen.

---

## MINISTERIE VAN BINNENLANDSCHE ZAKEN.

De Minister van Binnenlandsche Zaken

Brengt ter algemeene kennis dat, tot aanduiding der plaats waar de ijzeren kabel van den Rijkstelegraaf in de Maas voor Rotterdam gezonken is, in die rivier, tusschen de Hoofden aan het Pontegat en te Katendrecht, op ongeveer een derde der breedte uit het Katendrechtsche Hoofd gerekend, is gelegd een kegelvormige ijzeren boei van middelbare grootte, wit geverwd, en gemerkt in zwarte letters met het woord *Rijkstelegraaf.*

Vermits beschadiging van den kabel de staking van een gedeelte der telegraafdienst gedurende korteren of langeren tijd ten gevolge heeft, wordt den gezagvoerders van schepen, binnenloodsen en wien het verder mogt aangaan, dringend aanbevolen tegen zoodanige beschadiging de noodige voorzorgen te nemen.

's Gravenhage, den 13den Mei 1856.

VAN REENEN.

---

## MINISTERIE VAN FINANTIEN.

Volgens berigt van de Pruissische postadministratie, wordt de dienst der stoompakketbooten tusschen *Stettin* en *Kroonstad* op den 17den Mei hervat, om weder met den 25sten October aanstaande te worden gestaakt. De booten varen eenmaal in de week en vertrekken van Stettin des Zaturdags, na de aankomst van den eersten spoortrein van Berlijn.

Er bestaat gelegenheid om door middel van deze booten brieven naar Rusland te verzenden en van daar te ontvangen.

# BUITENLANDSCHE BERIGTEN.

## DUITSCHLAND.

In de zitting der Duitsche Bondsvergadering van den 15den dezer is door de vereenigde commissien voor de Oostersche en de militaire aangelegenheden het volgende rapport uitgebragt omtrent de in de zitting van den 8sten door Oostenrijk en Pruissen gedane mededeeling betrekkelijk het sluiten van het vredesverdrag van 30 Maart.

» De hooge vergadering kan de ontvangene mededeeling niet dan met voldoening en dankbaarheid aannemen. Het feitelijk volbragte werk des vredes draagt den stempel van den geest der gematigdheid en der eendragt, onder welks invloed het tot stand is gekomen, en het moet der hooge vergadering te meer tot voldoening strekken, vermits daarbij die punten, welke de Duitsche Bond bij zijne besluiten van 9 December 1854 en 21 Februarij dezes jaars als den geschikten grondslag voor een verzekerden regtstoestand en voor een duurzamen vrede in Europa erkend had, ten volle aangenomen en ontwikkeld zijn. Het door allen gemeenschappelijk gewenschte doel is alzoo gelukkig bereikt, en de wijsheid en belangeloosheid, welke de vervulling der moeijelijke taak mogelijk maakten, leveren een zekeren waarborg op, dat ook de verdere uitvoering van het werk in denzelfden geest zal gelukken. De zegeningen des vredes zullen dan aan ons werelddeel duurzaam verzekerd blijven, en de voordeelen waarop het uitzigt aan handel en scheepvaart geopend is, zullen, gelijk wij hopen, tot bevordering van het stoffelijk welzijn der Duitsche Staten bijdragen. Het vertrouwen, hetwelk in het Bondsbesluit van 21 Februarij jl. uitgesproken werd, is dus in alle opzigten geregtvaardigd, en de hooge vergadering zal dus voorzeker deze gelegenheid gaarne te baat nemen, om aan de hoven van Weenen en Berlijn haren dank te betuigen voor de zorg welke zij in deze zaak aan de belangen van het gemeene vaderland gewijd hebben.

» Ofschoon nu eigenlijk in de ontvangen mededeeling geene aanleiding tot verdere voorstellen moge gelegen zijn, zoo schijnt het niet te min noodzakelijk met eenige woorden terug te komen op het besluit van 8 Februarij des vorigen jaars, waarbij de regeringen uitgenoodigd zijn om hare hoofdcontingenten voor het bondsleger in dier voege bereid te houden, dat zij op ontvangen aanschrijving binnen veertien dagen volledig marsch- en krijgsvaardig konden zijn. Dit besluit was een gevolg van de toenmalige bedenkelijke gesteldheid der Europesche aangelegenheden; en het zal wel van zelf spreken, dat, nu door het herstel van den vrede de aanleiding vervallen is, ook de maatregel zelf een einde moet nemen. Om intusschen te dien aanzien allen twijfel weg te nemen, zal het dienstig zijn, het bedoelde nog steeds van kracht zijnde besluit thans ook uitdrukkelijk in te trekken. Op grond der voorgedragene overwegingen nemen de vereenigde commissien de vrijheid, voor te stellen dat de Hooge Bondsvergadering besluiten moge:

1°. de door de gezanten van Oostenrijk en Pruissen in de zitting van den 8sten dezer maand medegedeelde verdragen, die zij met de grootste voldoening als heugelijke waarborgen van een duurzamen vrede meent te mogen beschouwen, voor kennisgeving aan te nemen;

2°. daarbij aan de hoven van Weenen en Berlijn voor deze mededeeling en voor de door hen bij het gelukkig tot stand gebragte vredeswerk aan de belangen van het gemeene vaderland gewijde zorg haren dank te betuigen;

3°. het besluit van 8 Februarij des vorigen jaars betreffende de Oostersche aangelegenheid en inzonderheid de te nemen militaire maatregelen buiten werking te stellen;

4°. aan de militaire commissie van het verenstaande besluit onder n°. 3 kennis te geven."

De vergadering heeft zich eenstemmig met dit voorstel vereenigd.

## ENGELAND.

De Londensche *Globe* beschouwt in een hoofdartikel het drievoudig verbond, door Oostenrijk met de Westersche mogendheden tot verdediging van Turkije gesloten. Het ministeriele blad geeft te kennen, dat Oostenrijk thans met groote moeijelijkheden worstelt en eenigermate wankelen staat; dat het op inschikkelijkheid, bescheidenheid en edelmoedig vertrouwen van het Engelsche gouvernement mag staat maken, doch daarvan niet te veel vergen moet, daar de Britsche bewindslieden de publieke opinie van hun land ontzien moeten waar het de zaak der constitutionele vrijheid op het vasteland geldt.

## FRANKRIJK.

De ministeriele *Constitutionnel* berigt dat de te Marseille aankomende troepen van het Oostersche leger in een uitstekend goeden gezondheidstoestand bevonden worden, zoodat slechts weinige detachementen quarantaine behoeven te houden.

Een bij de *Indépendance Belge* ontvangen schrijven uit Parijs van 16 Mei zegt: » Gansch Frankrijk wordt thans doorkruist door troepen die uit de Krim terugkomen: overal is men getroffen door de magerheid, de verbrande gelaatskleur en het vermoeide voorkomen van die zwaar beproefde dapperen; overal ook wordt opgemerkt hoe zeer hunne gelederen gedund zijn door den veldtogt en door de ziekten, welke ons leger in de Krim in den laatsten tijd voor zijn vertrek, als het ware, vertiend hebben. De sterkste van de ontscheepte divisien telt slechts vier tot vijf duizend man; er zijn regementen met niet meer bruikbare manschappen dan een bataillon. Van de muzikanten en tamboers zijn er soms maar zeven of acht overgebleven."

## ITALIE.

Te Rome is den 10den dezer het nieuwe tarief van invoerregten afgekondigd. Men verwacht dat de pauselijke schatkist voor het verlies, hetwelk zij door de verlaging van het regt op een groot aantal handelsartikelen lijdt, spoedig door toeneming van den invoer en van de volksbedrijvigheid schadeloos gesteld zal worden.

— In Piemont is door het gouvernement eene wet op het onderwijs voorgedragen en reeds door den Senaat aangenomen, welke den invloed van het staatsbestuur op het onderwijs, ook het kerkelijke, vergroot. De bisschoppen van het land beweren dat de voorgedragen wetsbepalingen hun het bestuur ontnemen over dat gedeelte van het onderwijs, waarvoor zij verpligt en eeniglijk bevoegd zijn te zorgen; en op grond daarvan hebben zij dezer dagen een formeel protest tegen het wetsontwerp ingediend.

— De Weener correspondent van de Londensche *Times* zegt, uit eene echte bron het berigt te ontvangen, dat er in het hertogdom Parma thans nog even veel moorden gepleegd worden, als voor dat het in staat van beleg gesteld werd. » De zaak is (zoo schrijft hij verder), dat de Italianen, geen vooruitzigt meer op verbetering van hunnen politieken toestand hebbende, wanhopig zijn geworden, en bijzonder weinig prijs op hun eigen leven en op dat van anderen stellen."

## TURKIJE.

Volgens regtstreeksche berigten uit Bucharest, van 8 Mei, bij de *Indépendance Belge* ontvangen, verlaat de helft van het Oostenrijksche leger de Donau-vorstendommen vóór den 10den Junij aanstaande, maar zal de andere helft, ter sterkte van nagenoeg twintig duizend man, niet vertrekken voor dat het Turksche grondgebied door de geallieerde troepen geheel ontruimd zal zijn.

De berigtgever van het Belgische blad verzekert dat de vereeniging van Moldavie en Wallachye onder het erfelijke bestuur van eenen souverein uit een buitenlandsch vorstenhuis de algemeene wensch in de Donauvorstendommen is.

## SPANJE.

De maarschalk Espartero is jl. Vrijdag van zijne binnenlandsche reis te Madrid teruggekomen. Het eerste werk van den president-minister na zijne terugkomst is geweest zijne opwachting aan de Koningin te maken en haar verslag van zijne reis te doen.

De Hertog der Overwinning, zegt een der ministeriele dagbladen van Parijs, heeft in het door hem bezochte gedeelte van Spanje overal gezien dat de bevolking hem toegenegen, maar tevens aan de Koningin en aan het constitutionele koningschap van harte verknocht is. Eene vrucht van zijne reis is dat er niet langer vrees bestaat voor ernstige verstoringen der openbare orde in de provincien; en zijne terugkomst maakt een einde aan de pogingen zijner tegenpartijders om tweedragt in het kabinet te stichten.

De generaal Zabala, een der leden van het Spaansche kabinet, is van Valencia, waarheen hij onlangs gezonden werd om er de orde en rust te herstellen en te verzekeren, te Madrid teruggekomen. Het schijnt alzoo dat de zaken te Valencia weder op een goeden voet gebragt zijn.

## BELGIE.

De Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers is, na verscheiden dagen beraadslagens, eindelijk in de zitting van jl. Zaturdag tot een besluit gekomen omtrent de voordragt waarbij het gouvernement magtiging gevraagd had om aan particulieren concessie tot het aanleggen van eenige spoorwegen te verleenen. Dit wets-ontwerp is aangenomen wat betreft den spoorweg van St. Ghislain naar Gent, Doornik en Ath; dien van Braine-le-Comte naar Kortrijk; dien van Marienburg naar Chimay, in zekere gevallen te verlengen tot aan de Fransche grenzen; dien van Brugge naar Blankenberg; en eindelijk dien van Bilsen over Tongeren naar Luik.

Het overige van het wets-ontwerp is met goedvinden des gouvernements aangehouden tot de eerstvolgende zitting der wetgevende kamers; zoodat eerst later een besluit zal worden genomen omtrent de concessie voor het aanleggen van eenen spoorweg tusschen Brussel en Leuven, tusschen Antwerpen en Hasselt, tusschen Herenthals en Maaseijk over het kamp van Beverloo met eenen tak naar Diest, en eindelijk tusschen Mechelen en Heyst-op-den-Berg.

De centrale afdeeling der Kamer heeft zich tegen de aanmunting van kopergeld, waarvoor eene geldsom door het gouvernement aangevraagd is, verklaard en aangeraden het kopergeld, op het voorbeeld van Frankrijk, door bronzen munt te vervangen. Dit denkbeeld is door eene commissie van senaatsleden afgekeurd, en in de zitting des Senaats van den 16den dezer ook door den minister van finantien verworpen.

Daartegen is door een lid dezer vergadering onder anderen aangevoerd, dat ook het in Nederland omloopende Belgische kopergeld op kosten van Belgie zou moeten ingetrokken worden.

## AMERIKA.

De Londensche *Times* zegt in haar nommer van jl. Zaturdag: » Het is nu zes jaren geleden dat tusschen Engeland en de Vereenigde Staten een gewigtig verdrag gesloten is betreffende Midden-Amerika, strekkende om die landengte tot eenen weg tusschen de beide Oceanen te maken en alzoo aan den wereldhandel eene nieuwe en onberekenbaar groote ontwikkeling te geven. Alle natien werden uitgenoodigd om tot dat verdrag toe te treden en om Engeland en de Vereenigde Staten bij te staan in het streven om onzijdigheid en volledige onafhankelijkheid te verzekeren aan een scheepvaartkanaal door de landengte, welke alzoo een van de hoofdwegen der wereld en het gemeene eigendom van alle Staten en natien zou worden. Verder werd eene maatschappij voor het aanleggen van het groote kanaal gevormd, en de verwezenlijking der schoone verwachtingen, welke dit een en ander opgewekt had, scheen op handen te zijn.

» Sedert het verdrag, onder welks bescherming deze nieuwe orde van zaken verrijzen moest, door de heeren Clayton en Bulwer gesloten is, zijn zes jaren verloopen, en hoe is het nu in Midden-Amerika gesteld? Het is een tooneel van verwarring, regeringloosheid en bloedvergieting. Twee onderling vijandige Staten, Costa-Rica en Nicaragua, hebben wegens een of ander onbeduidend geschilpunt betrekkelijk het grondgebied, de wapenen opgevat, en voeren oorlog naar het beginsel van wederzijdsche uitroeijing; menschen-slagtingen, die eene schande voor het menschdom zijn, komen er dagelijks voor, en op de landengte vertoont de oorlog zich met zijne ergste gruwelen, niet gebonden door de regelen van het oorlogsregt, maar zoo als hij in den staat der natuurlijke wildheid en door barbaren gevoerd wordt.

» Een Noord-Amerikaan, de generaal Walker, heeft zich in Nicaragua van het bewind meester gemaakt, in weerwil, naar het schijnt, van protesten van de inlandsche overheden, en heerscht er in de daad en in naam; hij is met een vooral uit Noord-Amerikanen bestaand leger in Costa-Rica gevallen, en heeft, naar het schijnt, eenige nederlagen van belang geleden. De Costaricanen maken van hunnen voorspoed gebruik om verschrikkelijke weêrwraak te oefenen.

» En nu vragen wij: wie is verantwoordelijk voor den jammerlijken toestand van Midden-Amerika? Wiens schuld is het dat men louter regeringloosheid en gruwelen ziet in de plaats van de welvaart en vreedzame bedrijvigheid, welke het verdrag van Clayton en Bulwer aan die Staten scheen te zullen aanbrengen?

» Aan Engeland is het voorzeker niet te wijten. Wij hebben gedaan wat wij konden, om de door dat verdrag opgewekte verwachtingen te verwezenlijken, waarmede voor den wereldhandel zoo veel gewonnen en tevens aan de Staten van Midden-Amerika vrede en welvaart verzekerd zou geworden zijn. Wij hebben ons gezind betoond om alles toe te geven. Scheen Engelands beschermheerschap over het Moskietenland een beletsel voor de volkomen onzijdigheid en onafhankelijkheid van den nieuwen weg over de landengte, wij wilden het laten varen zoodra de veiligheid der Indianen, waarvoor onze eer verpand was, door eenige andere schikking zou kunnen verzekerd worden. Dit is door lord Palmerston, lord Malmesbury, lord John Russell herhaaldelijk voorgesteld. Lord Clarendon had naauwlijks de portefeuille van buitenlandsche zaken aanvaard, toen hij bij het gouvernement der Vereenigde Staten wederom op eene definitive regeling dezer zaak aandrong.

» Wij hebben al het mogelijke gedaan om het verdrag van Clayton en Bulwer in werking te brengen. Dit is belet door den naijver der Vereenigde Staten: zij hebben hetzelve alleen gebezigd om voor ons nadeelige of vernederende eischen daarop te bouwen: zij hebben alleen gevraagd, hoe veel zij met behulp der verdragsbepalingen ons zouden kunnen doen verliesen, hoe veel Britsch grondgebied zij zouden kunnen brengen onder de bepaling welke ons verbiedt eenig deel van Midden-Amerika te bezetten. Dat was het eenige oogpunt waaruit de Vereenigde Staten het verdrag beschouwd hebben, zoo geheel in strijd met de onbekrompen inzigten waarmede het gesloten was; zoo is door nationale afgunst en zelfzuchtig streven naar magtsvergrooting aan de uitvoering der verdragsbepalingen eene rigting gegeven die van de oorspronkelijke bedoeling geheel afwijkt, en is alzoo die bedoeling tot nog toe verijdeld.

» Eene van de beide partijen, die de overeenkomst hadden aangegaan, heeft haar doel laten varen, de bijzondere belangen harer natie boven de algemeene belangen van den wereldhandel stellende; en terwijl de beide groote gouvernementen het niet eens kunnen worden, blijven de kleine Staten van Midden-Amerika aan zich zelven overgelaten en vervallen zij weder in den ouden staat van verwarring en onderlinge worsteling."

# BINNENLANDSCHE BERIGTEN.

'S GRAVENHAGE, *den* 19*den Mei* 1856.

Door de Nederlandsche Handelmaatschappij zijn bevracht de navolgende 81 schepen, als:

voor AMSTERDAM: *Cornelis Houtman*, kapt. J. H. Rolman; *Nehalennia*, kapt. R. Grivel; *St. Michael*, kapt. L. D. Boswijk; *Jan van Brakel*, kapt. W. L. Esink; *Josephine Bernhardine*, kapt. W. N. van Lindonk; *Lucipara's*, kapt. J. Kloppenburg; *Goede Verwachting*, kapt. J. Boysen; *Nederland en Oranje*, kapt. L. van der Plas; *Joan Melchior Kemper*, kapt. P. C. Rosier; *Diligence*, kapt. L. Smit; *Johanna Maria Christina*, kapt. C. N. Gorter; *Oost-India Packet*, kapt. P. J. Cleyndert; *Maria Adolfina*, kapt. W. C. Brandligt; *Staatsraad van Ewijck*, kapt. T. de Winter; *Amalia Augusta*, kapt. H. A. van Marle; *Scheveningen*, kapt. J. K. Annokkee; *Johanna Maria*, kapt. M. A. Overgaauw; *Henriette*, kapt. J. M. Veen; de 3 laatste voor Rotterdam;

voor ROTTERDAM: *Nova Zembla*, kapt. C. J. Jansen; *Kinderdijk*, kapt. N. N.; *Jan van Brakel*, kapt. J. L. Waning; *Buitenzorg*, kapt. N. N.; *Ottolina*, kapt. J. J. Range; *Neêrlands Koningin*, kapt. E. Venck; *Johanna Christina*, kapt. J. H. van Santen; *America*, kapt. J. T. Meermans; *Delftshaven*, kapt. C. Verhey; *Minister Pahud*, kapt. N. N.; *Jacob*, kapt. J. T. C. Borger;

voor DORDRECHT, *Fortuna*, kapt. M. de Ligny;

voor MIDDELBURG, *Catharina Maria*, kapt. J. A. Ballot.

# ADVERTENTIEN.

## MINISTERIE VAN BINNENLANDSCHE ZAKEN.

*Landsgebouwen.*

AANBESTEDING.

Op Vrijdag den 23sten Mei 1856, des middags ten 12 ure, zal, onder nadere goedkeuring, in bijzijn van den Ingenieur van den Waterstaat, tevens belast met de dienst der Lands-Gebouwen, aan het locaal van het Departement van Binnenlandsche Zaken, te 's Gravenhage, worden Aanbesteed:

het doen van eenige herstellingen aan de Woning van den Concierge van het Departement van Binnenlandsche Zaken.

Deze Aanbesteding zal geschieden bij inschrijving, volgens art. 6 van het Bestek.

Het Bestek der bovengemelde Aanbesteding zal ter lezing liggen aan het locaal van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken, aan dat van het Provinciaal Bestuur van Zuidholland te 's Gravenhage, en op alle zoodanige plaatsen, alwaar gewoonlijk de Bestekken van Waterstaatswerken in deze provincie ter lezing gelegd worden.

Den 16den en 17den Mei zal de noodige aanwijzing in loco worden gedaan, en zullen voorts nadere informatien te bekomen zijn bij den Ingenieur van den Waterstaat, tevens belast met de dienst van Bouwmeester der Lands-Gebouwen, den Adsistent-Bouwmeester en den Opzigter der Lands-Gebouwen, allen te 's Gravenhage.

*De Minister van Binnenlandsche Zaken,*
VAN REENEN.

Hertogdom *Limburg.*

AANBESTEDING.

Op Maandag den 26sten Mei 1856, des voormiddags ten 10 ure, zal, onder nadere goedkeuring, door den Commissaris des Konings in het Hertogdom Limburg, of, bij zijne afwezendheid, door een der leden van Gedeputeerde Staten, en in bijzijn van den Hoofdingenieur van den Waterstaat in het 7de district, aan het locaal van het Provinciaal Bestuur te Maastricht, worden Aanbesteed:

de vernieuwing der Rijzen Wanden van de Schutkolk, en der Rijzen Vleugels aan het Beneden-einde van Sluis nº. 14 der Zuid-Willemsvaart, in het Hertogdom Limburg.

Deze Aanbesteding zal geschieden bij inschrijving en opbod.

Het Bestek ligt ter lezing aan het locaal van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken, aan dat van het Provinciaal Bestuur van het Hertogdom Limburg te Maastricht, en op alle zoodanige plaatsen, alwaar gewoonlijk de bestekken van Waterstaatswerken in gemeld Hertogdom ter lezing gelegd worden.

Zullende drie dagen vóór de besteding de noodige aanwijzing in loco worden gedaan, en voorts nadere informatien te bekomen zijn bij den Hoofdingenieur van den Waterstaat te Maastricht, en bij den Ingenieur van Opstall te Roermond.

*De Minister van Binnenlandsche Zaken,*
VAN REENEN.

## MINISTERIE VAN MARINE.

*** De Minister van Marine brengt ter kennis van de belanghebbenden, dat op Woensdag den 28sten Mei 1856 zal worden Aanbesteed de levering van:

Vijftien Honderd dubbele Nederlandsche Mudden Turf en van Dertig Duizend Nederlandsche Ponden Steenkolen, ten behoeve van het Departement van Marine.

De biljetten van inschrijving, *voor ieder artikel afzonderlijk*, op gezegeld papier geschreven, en waarin moeten vermeld zijn de namen der inschrijvers en die van hunne borgen, met opgave hunner woonplaatsen, zullen vóór of op den dag der Aanbesteding, des middags ten twaalf ure, vrachtvrij, moeten zijn ingeleverd bij het Departement van Marine te 's Gravenhage, alwaar de voorwaarden van Aanbesteding ter lezing liggen.

De Inschrijvers voor de levering van den Turf zullen bij hun inschrijvingsbiljet tevens afzonderlijk moeten voegen een behoorlijk door hen verzegeld monster van Zes Turven, met aanwijzing van den naam des Inzenders, om volgens dat monster hunne aanbieding te kunnen beoordeelen.

De biljetten, waarbij zoodanig monster niet gevoegd is, zullen niet in aanmerking genomen worden.

's Gravenhage, den 8sten Mei 1856.

*De Minister voornoemd,*
DE SMIT V. D. BROECKE.

OPENBARE AANBESTEDING.

De Kolonel, Buitengewoon Adjudant des Konings, Directeur der Artillerie-Stapel- en Constructie-Magazijnen, te Delft, zal, onder nadere goedkeuring van Zijne Excellentie den heer Minister van Kolonien, op den derden Junij 1856, des middags ten 12 ure, op het Bureau zijner Directie, in de Houttuinen, in het openbaar, aan den minst inschrijvende Aanbesteden de levering van:

11,250 ponden Bladkoper voor Slaghoedjes.

De Voorwaarden der Aanbesteding zullen van heden af ter lezing liggen op het Bureau des Aanbesteders, op de Bureaux van de heeren Commissarissen des Konings in de provincien, alsmede van den heer Kommanderenden Officier der Artillerie te Maastricht, en in het Café des Pays-Bas, bij den heer Möllenbeck, Botermarkt, te Amsterdam.

Delft, den 9den Mei 1856.

*De Kolonel voornoemd,*
VAN MEURS.

## PLAATSELIJKE BESTUREN.

*** Publieke Verkooping à contant te Goedereede, op Vrijdag 23 Mei 1856, des voormiddags half elf ure, op de Kade aldaar, van eene Sloep, diverse Rondhouten, Balken, Zeilen, Kettingen, Touwwerk enz.

## GEREGTELIJKE AANKONDIGINGEN.

*** Aan *Franciscus Cornelis Adrianus van Deursen*, oud 20 jaren, zonder beroep, wonende te Gemert, provincie Noordbrabant, is bij Acte, verleden voor den heer Kantonregter zijner woonplaats, in dato den dertienden Mei 1856, behoorlijk geregistreerd, Handligting verleend tot het drijven eener Fabriek in Katoenen, Linnen en Wollen Manufacturen, zoo voor zich zelven als in Vennootschap; geschiedende hiervan bij deze afkondiging ter voldoening aan het voorschrift van art. 486 van het Burgerlijk Wetboek.

*** Bij Acte, op den 3den Mei 1856 voor den Notaris *J. W. van den Bergh* in bijzijn van getuigen te 's Gravenhage gepasseerd, is tusschen de Heeren *Bernardus Dijcker*, Fabrikant in Binnen- en Buiten-Jalousien, en *Petrus Johannes van der Velden*, particulier, beiden wonende te Leyden, aangegaan voor den tijd van tien achtereenvolgende jaren, welke zijn ingegaan den 1sten Mei 1856 en zullen eindigen den laatsten April 1866, eene Vennootschap van Koophandel, welke gevoerd zal worden onder de Firma *Dijcker en Compagnie*, ten onderwerp hebbende, om voor gemeenschappelijke rekening te fabriceeren en te verkoopen, alle soorten van Binnen- en Buiten-Jalousien, en zoodanige andere Artikelen, als tot deze Fabriek en Handel behooren; en is wijders bij die Acte bepaald en overeengekomen:

dat dezelve Vennootschap zal gevestigd zijn te Leyden;

dat de beide Vennooten het regt zullen hebben voor de Vennootschap te handelen, voor dezelve te teekenen, en de zaken derzelve te beheeren en te administreren; doch dat voor het opnemen en ter leen verstrekken van gelden, het koopen en verkoopen, huren of verhuren van onroerende goederen, en in het algemeen om de Vennootschap aan derden en derden aan de Vennootschap te verbinden, de medewerking en teekening van beide Vennooten zal gevorderd worden;

dat in geval van overlijden van een der Vennooten, de Vennootschap zal zijn ontbonden, ten ware de Weduwe van den overleden Vennoot dezelve nog mogt verlangen te continueren.

*** De Bekende en nog Onbekende Schuldeischers in de onder het voorregt van Boedelbeschrijving aanvaarde Nalatenschap van wijlen den heer *Jacobus Adreas van Belle*, in leven Boekhandelaar, gewoond hebbende en overleden te Rotterdam, worden mits deze door de beneficiaire Erfgenamen Opgeroepen, om op Donderdag den 29sten Mei 1856, des namiddags ten een ure, te verschijnen ten Kantore van den Notaris *Rietstap*, te Rotterdam, ten einde aldaar van wege bedoelde Erfgenamen Rekening en Verantwoording van hun beheer, alsmede, bijaldien er geen verzet plaats heeft, de voldoening der vorderingen te ontvangen, voor zoo ver het bedrag der Nalatenschap toereikende zal zijn.

# CIRQUE EQUESTRE,

VAN

**ED. WOLLSCHLÄGER,**

*tegenover de Heerenstraat, op het Plein.*

DINGSDAG DEN 20STEN MEI,

*des avonds ten half negen ure precies.*

LAATSTE VOORSTELLING.

## ROZA,

**HET ONVERBRANDBARE PAARD,**

**bijgenaamd le Salamandre,**

gedresseerd op eene wijze, dat men gelooven moet tot op den uitersten trap van paardendressuur gekomen te zijn.

Voorafgegaan door vele uitstekende exercitien te paard.

Bij deze laatste Voorstelling kan de Directeur niet voorbijgaan met welmeenende heilwenschen afscheid te nemen van het geëerde Publiek van 's Hage, en tevens zijnen hartelijken dank te betuigen voor de belangstelling, hem door een zoo rijkelijk bezoek betoond, terwijl hij zich voor eene volgende gelegenheid voor denzelfden bijval minzaam aanbeveelt.

# *CIRQUE*

VAN

## FRANCOIS LOISSET.

**Op Dingsdag den 20sten Mei 1856,**

*'s avonds ten half negen ure,*

LAATSTE VOORSTELLING.

## BEURSPRIJZEN VAN SCHULDBRIEVEN.

AMSTERDAM MAANDAG 19 MEI 1856.

| | pCt. | | | | | pCt. | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| NEDERL. W. Sch. | 2½ | 63 11/16 | 63 7/8 | 63 3/4 | SPANJE. Nieuwe. | 1¼ | 24 3/4 | 24 7/8 | — |
| Dito dito 1844. | 3 | 75½ | 75 13/16 | 75½ | Buitenl. | 3 | 44½ | — | — |
| Dito dito 1844. | 4 | 94 | 94 1/8 | 94 1/16 | Binnenl. 6/m | 3 | 40 1/8 | 40 3/8 | 40 1/8 |
| O. I. L. 1844. | 4 | 93½ | 93 5/8 | — | Cert. Coup. | | — | — | — |
| Amort. Synd | 3½ | — | — | — | Amortisabele | | 7 5/16 | — | — |
| Handel-maats. | 4½ | — | — | — | PORTUG. Lond. | 3 | 45½ | 45 5/8 | 45 9/16 |
| BELGIE. certific. bij *Rothschild.* | 2½ | 51 5/16 | 51½ | — | OOSTENR. Metall. 1816-1852 | 5 | 79 9/16 | 79 11/16 | 79 9/16 |
| RUSL. Bij *Hope* 1798 en 1816. | 5 | 103 | 103 5/8 | 103 | Dito 1849-1854. | 5 | 85 3/4 | 86 | [illegible] |
| Dito 1828-1829. | 5 | 101 1/8 | 101 3/4 | 101 3/8 | Dito Zilv. Nation. | 5 | — | — | — |
| Insch. in Assign. | 6 | — | — | — | Dito 1847-1852. | 2½ | 40½ | 40 3/4 | — |
| Cert. van dito. | 6 | 62 3/4 | 63 | — | PRUISS. Lot. 1854 | 3½ | — | — | — |
| Neg. 1831-1833. | 5 | 90¼ | — | — | BRAZ. Lond. 1824 | 5 | — | — | — |
| *Hope en Cº.* 1840 | 4 | 83½ | 83 3/4 | — | PERU » | 4½ | — | — | — |
| *Stieglitz.* | 4 | 83 | 83 1/8 | — | MEXICO » | 3 | 21 7/16 | 22 | — |
| Dito 1854. | 5 | 90 11/16 | 90 3/4 | — | GREN. » | 2¾ | 17 1/8 | — | — |
| Nieuwe Engels. | 4½ | 93 | — | — | Uitgestelde | | 7 1/8 | 7 3/16 | — |
| POLEN. Certific. | 4 | 77 1/8 | — | — | ECUAD. Lond. | | — | — | — |
| Aand. Lot. fl 500 | | 153 | — | — | VENEZ. | 4 | 28¼ | — | — |
| | | | | | Uitgestelde | 1½ | 12 7/8 | — | — |

Onbeduidende markt. Stieglitz 1855 5 pct. 91 3/4.

LONDEN, heden.

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Eng. geconsolid. | 3 pCt. | 94¼ | à | — |
| Spanje. | 1¼ » | 25 1/8 | à | — |
| Amortisable. | » | — | à | — |
| Mexico. | 3 » | 23½ | à | — |

PARIJS, heden.

| | | |
|---|---|---|
| Fransche certific. | 4½ pCt. fr. | — |
| » » | 3 » | 75.75 |
| Spanje | 3 | 40 3/4 |
| » | 1¼ | 25 1/4 |

WEENEN, heden.

| | | |
|---|---|---|
| Metalliek | 5 pCt. | — |
| Nationaal | 5 » | — |
| Wissel London | » | — |
| Zilver | » | — |

TE 'S GRAVENHAGE, TER ALGEMEENE LANDS-DRUKKERIJ.